

RAPPORT INTERNATIONAL LIBERTÉ RELIGIEUSE, UNION DES COMORES 2014

Résumé synthétique

La constitution spécifie que l'Islam est la religion d'Etat, mais proclame l'égalité des droits et des obligations pour tous, indépendamment de la croyance religieuse. La loi établit la doctrine sunnite Shafi'i comme la seule pratique religieuse autorisée dans le pays et prévoit des sanctions pour toute autre pratique religieuse, autre que par des étrangers. Le gouvernement a interdit le prosélytisme non-islamique et la conversion de l'islam, bien qu'il n'ait pas toujours respecté ces interdictions. Le Gouvernement a libéré 15 chiites condamnés en 2013 pour subversion, propagation d'enseignement religieux interdit, perturbation de l'ordre public, et menace contre la cohésion sociale, sans les obliger à servir les peines de prison ou payer les amendes auxquelles ils avaient été condamnés.

Les communautés ont rejetés les citoyens qui se sont convertis de l'islam au christianisme, mais il y avait peu ou pas de discrimination sociétale contre les étrangers non-musulmans.

Des représentants de l'Ambassade des Etats-Unis à Antananarivo, Madagascar, ont visité le pays périodiquement et se sont engagés avec les responsables gouvernementaux, les dirigeants de la société civile et religieuse, et d'autres responsables sur les questions de la liberté religieuse.

Section I. Démographie religieuse

Le Gouvernement américain estime la population totale à 767.000 (estimation en juillet 2014). Elle compte plus de 99 pour cent des musulmans sunnites. Les quelques centaines de résidents non-musulmans sunnites sont des chiites, sikhs, hindous, Témoins de Jéhovah, catholiques romains, et protestants. Les membres des groupes religieux non-musulmans, constitués principalement d'expatriés, sont concentrés dans la capitale du pays, Moroni, et dans la capitale d'Anjouan, Mutsamudu.

Section II. Statut du respect de la liberté religieuse par le gouvernement

Cadre juridique

La constitution stipule que l'Islam est la religion de l'État et les citoyens tireront les principes et les règles de gouvernance de l'État des principes islamiques. Elle proclame l'égalité des droits et les obligations pour tous les individus indépendamment de leur religion ou conviction. Une loi réglementant les pratiques religieuses établit la doctrine sunnite Shafi'i comme la seule pratique religieuse autorisée dans le pays et prévoit des sanctions pour toute autre pratique religieuse afin d'éviter toute agitation sociale et une fragilisation de la cohésion et l'unité nationales. Le gouvernement déclare qu'il a ratifié la loi en raison de craintes de radicalisation religieuse.

Le prosélytisme pour toute religion autre que l'Islam est illégal, et la loi prévoit l'expulsion des étrangers qui s'y engage. La loi prévoit des poursuites contre ceux qui se convertissent de l'Islam, mais les sanctions sont mal définies.

La loi ne nécessite pas que les groupes religieux soient homologués, enregistrés ou officiellement reconnu. La loi permet aux groupes religieux sunnites organisés d'établir des lieux de culte, de former des imams, et de se rassembler pour tenir des activités religieuses pacifiques. Il ne permet pas aux citoyens musulmans non sunnites d'établir des lieux de culte ou de s'assembler pour des activités religieuses pacifiques.

Selon la loi, le Président nomme le Grand Mufti, qui est le chef religieux, qui fait partie du gouvernement et qui gère les questions concernant la religion et l'administration religieuse. La position du Grand Mufti est rattachée au Ministère de la Justice, de la Fonction Publique, des Réformes Administratives, des Droits de l'homme et des Affaires islamiques. Le Mufti conseille le gouvernement sur les questions relatives à la pratique de l'islam et la loi islamique. Le Grand Mufti préside et consulte régulièrement avec le Conseil des Oulémas, un groupe de chefs religieux cités dans la constitution, afin d'évaluer si les citoyens respectent les principes de l'Islam. Le grand mufti s'adresse régulièrement au pays à la radio,

appliquant les principes islamiques aux problèmes sociaux tels que la délinquance, l'abus d'alcool, le mariage, le divorce et l'éducation.

La loi exige que les enfants âgés de trois à six ans fréquentent les écoles coraniques, soit privées soit gérées par le gouvernement, pour inculquer les valeurs morales, culturelles et islamiques et familiariser l'enfant avec la langue arabe. Il n'y a pas de sanctions prévues pour ceux qui n'envoient pas leurs enfants dans ces écoles. Il n'y a aucune autre disposition de l'enseignement religieux dans les écoles publiques. Le gouvernement ne requiert pas aux enfants d'étrangers de recevoir un enseignement islamique ou une formation en langue arabe.

Les pratiques gouvernementales

Selon le président de la Commission des droits de l'homme, les neuf chiites qui ont été condamnés à huit et 10 mois de prison sur les 15 condamnés en décembre 2013 pour «subversion, propagation d'enseignement religieux interdit dans le pays, perturbation de l'ordre public, et menace contre la cohésion sociale », ont été remis en liberté sans avoir purgé leur peine. Les six autres chiites qui ont reçus des amendes et condamnés avec sursis dans la même affaire ont été libérés sans avoir payé leurs amendes.

Le gouvernement n'a pas appliqué systématiquement les lois interdisant le prosélytisme ou les conversions de l'islam et n'a pas poursuivi de tels cas au cours de l'année. Généralement, le gouvernement n'a pas fait respecter l'interdiction sur l'alcool ou le port de vêtements "impudiques".

Presque tous les enfants âgés de trois à six ans ont étudié dans des écoles privées informelles, au moins à temps partiel, pour apprendre à lire et à réciter le Coran. En réponse aux rapports des années précédentes faisant état d'abus sur le travail des enfants dans certaines de ces écoles, le gouvernement a continué à introduire l'enseignement de la lecture de l'arabe en utilisant le Coran dans les écoles primaires publiques afin d'éliminer la nécessité d'avoir ces classes non homologuées et non réglementées. Vers la fin de l'année, il y avait plus de 200 écoles d'instruction coranique gérées par le gouvernement. Les principes de

l'islam ont parfois été enseignés en conjonction avec l'arabe dans les écoles publiques au niveau du collège.

Le gouvernement a financé la seule université publique du pays, le but serait d'assurer la disponibilité d'opportunités éducatives au niveau local et de répondre aux préoccupations selon lesquelles les jeunes qui ont étudié à l'étranger dans les pays avec différentes ou pas de traditions islamiques puissent rentrer chez eux et tenter d'influencer ce que le gouvernement a considéré comme une tradition sunnite modérée sur les îles. Le gouvernement a restreint les études de comoriens dans des pays tels que l'Iran et le Pakistan.

Le gouvernement a autorisé les étrangers d'établir des lieux de culte non-islamique, et il y avait deux églises chrétiennes sur chacune des trois îles principales du pays.

Section III. Statut du respect sociétal pour la liberté religieuse

Tout comme pendant les années précédentes, les communautés ont rejeté les citoyens qui se sont converties de l'islam vers le christianisme. Il y avait peu ou pas de discrimination sociétale contre les étrangers non-musulmans.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

Il n'y a aucune présence diplomatique américaine permanente dans le pays. Des représentants de l'Ambassade américaine à Antananarivo, Madagascar ont visité régulièrement le pays et se sont engagés avec les responsables gouvernementaux, dirigeants de la société civile et religieuse, et d'autres responsables sur les questions de la liberté religieuse.